

Franck Leroy, Président de la Région Grand Est : « Le désengagement de l'État sur l'apprentissage est une faute »

La décision prise par le Gouvernement de réduire brutalement les crédits destinés aux Régions pour l'apprentissage constitue bien davantage qu'un simple arbitrage budgétaire : c'est une faute.

À la fin du mois de mai, les Régions ont appris avec stupéfaction que les dotations qui leur étaient destinées pour soutenir l'apprentissage en 2026 seraient quasiment supprimées. Alors qu'une baisse de 50 % avait d'abord été annoncée, la réalité est plus sévère encore : les crédits sont amputés de 88 %.

Pour la Région Grand Est, cela signifie passer de 17,1 millions d'euros initialement prévus à seulement 2,1 millions d'euros. Derrière ces chiffres, il y a des établissements, des formateurs, des entreprises et surtout des milliers de jeunes qui ont choisi la voie de l'apprentissage pour construire leur avenir.

Cette décision est d'autant plus incompréhensible qu'elle intervient au moment où notre pays affirme vouloir réindustrialiser son économie, renforcer sa souveraineté et répondre aux besoins de recrutement des entreprises. Comment prétendre défendre l'industrie française tout en fragilisant les filières qui forment ses futurs salariés ? Comment parler de réarmement économique tout en désarmant les territoires qui préparent les compétences de demain ?

L'apprentissage est l'une des grandes réussites des dernières années. Il a permis à des milliers de jeunes de trouver un emploi, à des entreprises de recruter et à des territoires de préserver leurs savoir-faire. Dans le Grand Est, il soutient des secteurs stratégiques : l'industrie, l'artisanat, le bâtiment, le tourisme ou encore les métiers d'excellence. Les crédits régionaux financent des équipements, des plateaux techniques et des investissements concrets dans des établissements comme le CERFAV de Vannes-le-Châtel, le CFA hôtellerie-restauration de Colmar ou encore le CFA BTP de l'Aube.

Au fond, ce choix révèle une contradiction majeure : l'État demande toujours davantage aux territoires tout en leur retirant les moyens d'agir.

Comme le souligne Valérie Debord, Vice-présidente en charge de l'emploi, de la formation, de l'orientation, de l'apprentissage et de l'enseignement supérieur, « *il est indispensable que le Gouvernement revienne sur cette décision avant qu'elle ne produise ses effets les plus destructeurs* ».

Parce que l'apprentissage n'est pas une dépense mais un investissement. Parce que la jeunesse française ne peut servir de variable d'ajustement budgétaire. Parce que l'avenir industriel de notre pays se construit dans nos CFA autant que dans nos usines.

Nous demandons à l'État de respecter sa parole, de tenir ses engagements financiers et de donner enfin aux territoires les moyens de réussir les ambitions qu'il proclame.

Franck Leroy,
Président de la Région Grand Est